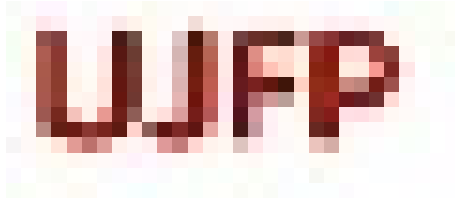


<https://ujfp.org/spip.php?article1280>



Etat juif ou société de tous ses citoyens ? Etat juif et démocratique ou Etat raciste ?

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -

Date de mise en ligne : vendredi 29 mai 2009

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

En 1988 à Alger, l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) a fait une concession énorme : reconnaître l'Etat d'Israël sur ses frontières internationalement reconnues (celles de l'armistice de 1949) et limiter le futur Etat à 22% de la Palestine historique, c'est-à-dire à La Cisjordanie, la bande de Gaza et Jérusalem Est. Cette reconnaissance qui suivait le déclenchement de la première Intifada allait aboutir à la signature des accords d'Oslo.

Il n'est sans doute pas inutile aujourd'hui de se poser deux questions :

- 1) La direction palestinienne a-t-elle commis une erreur avec cette reconnaissance ?
- 2) Pourquoi ce processus et les accords d'Oslo ont-ils (définitivement) échoué ?

Une concession énorme

C'est Arafat qui a poussé au compromis d'Alger et qui l'a obtenu malgré de nombreuses oppositions. Quelle était l'idée de la direction Palestinienne ? Après 40 ans d'exil et alors qu'on en était à trois générations de réfugiés, le peuple palestinien était en danger de disparition. Il fallait rebondir et proposer une initiative politique.

Sur le fond, il n'y a pas de différence entre le nettoyage ethnique de 1948 (800000 Palestiniens expulsés de leur pays au moment de la Naqba, la catastrophe) et la conquête suivie de la colonisation de 1967. Dans les deux cas, il y a eu violation flagrante de tous les droits fondamentaux accompagnée de crimes de guerre. La présence des Israéliens à Jaffa n'est pas plus « légitime » que leur présence à Hébron.

La très grande différence (dont la direction palestinienne a tenu compte) repose sur la façon dont l'ONU interprète le droit international. L'ONU a reconnu Israël, toutes grandes puissances confondues. Elle a amnistié les 700 villages rasés et détruits pendant la guerre de 1948, le plan Dalet (plan prémédité qui organisait l'exode palestinien), la confiscation des terres dès 1949, l'interdiction de tout retour faite aux réfugiés ou à leurs descendants. L'ONU a accepté qu'Israël se proclame Etat juif. Par contre l'ONU n'a jamais reconnu les annexions de 1967 et a même voté plusieurs résolutions demandant un retrait israélien.

Les dirigeants israéliens avaient une occasion fantastique de s'insérer de façon définitive et pacifique au Proche-Orient et « légaliser » la violence et la négation de « l'autre » sur lesquelles leur Etat s'était constitué. Ils y ont songé au moment, avec les accords d'Oslo.

Le sionisme est une idéologie multiforme. Depuis 1967, c'est sa nature coloniale qui est devenue prépondérante. Laïques ou religieux, les colons ont obtenu un consensus dans la société israélienne : « finir la guerre de 48 », marginaliser ou expulser les Palestiniens, réaliser le « grand Israël » dans un pays qui n'a jamais fixé ses frontières.

Les négociateurs palestiniens ont été naïfs à Oslo. Ils ont reconnu Israël, mais n'ont obtenu qu'une reconnaissance de l'OLP. Israël n'a reconnu ni la Palestine, ni ses droits (notamment à avoir un Etat). Les Palestiniens ont cru dans « la paix des braves » chère à Arafat, dans l'idée que la confiance était possible et que les Israéliens saisiraient le sens de ce qu'ils leur offraient.

Ils n'ont pas pu ou su exiger quelque chose de précis sur la fin de la colonisation ou le retour aux frontières de 1967. Ils ont fait preuve d'une assez grande méconnaissance sur ce qu'est le sionisme, sur les vrais buts des Israéliens, sur leurs odieux sentiments de supériorité coloniaux, sur le complexe de Massada et son instrumentalisation.

Les accords d'Oslo ont échoué tout simplement parce qu'il n'a jamais été question en Israël, y compris dans les rangs de la prétendue « gauche » sioniste, de parvenir à une paix fondée sur l'égalité des droits et la justice. Il s'agissait juste de légaliser le fait accompli. Jamais la colonisation ne s'est arrêtée, au contraire. Il y a même eu 60000 nouveaux colons installés entre les accords d'Oslo et l'assassinat de Rabin. C'est cette tartufferie que les électeurs palestiniens ont sanctionnée.

Le retour au crime fondateur

En 15 ans, les dirigeants israéliens ont patiemment détruit la faisabilité de l'idée de « deux peuples, deux états ». L'installation de nouveaux colons (500000 israéliens vivent désormais dans les territoires conquis en 1967 dont la moitié dans le grand Jérusalem), la confiscation de 34% des terres en Cisjordanie, le mur de l'Apartheid, les check points, les routes de contournement ont transformé la Palestine en Bantoustan. À Gaza, c'est pire. Le blocus et la guerre ont détruit toute forme d'économie ou de vie sociale.

Qu'ils vivent dans les frontières d'Israël d'avant 1967, à Jérusalem, à Gaza, en Cisjordanie ou qu'ils soient exilés ou réfugiés au Proche-Orient, voire plus loin, la majorité des Palestiniens n'espère plus rien du processus politique d'Oslo. Du coup, ils en reviennent à la question de la Naqba, à l'illégitimité de la création d'Israël. La revendication qui était celle de l'OLP avant 1988 (un seul Etat, laïque et démocratique en Palestine) reprend de la vigueur. Elle est toujours celle des partis de la gauche palestinienne.

La grande nouveauté, c'est la fracture béante qui s'est ouverte chez les « Palestiniens de 1948 », ceux qui ont la nationalité israélienne. Pour eux, vivre comme sous citoyens dans un Etat qui se définit comme juif est un cauchemar quotidien. Plus de 50% d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté. Les discriminations qu'ils subissent en termes de travail, de possession de la terre, de logement, de droits sociaux, s'aggravent. Alors que jusque-là une partie d'entre eux votaient pour des partis sionistes, cette fois-ci, 50% se sont abstenus et l'écrasante majorité des autres a réparti ses voix entre le Hadash (Parti communiste) et deux partis nationalistes antisionistes. Des mouvements comme Adalah se développent pour obtenir l'égalité juridique à l'intérieur d'Israël.

La propagande israélienne est d'une redoutable efficacité et elle sait à merveille transformer l'agresseur en victime. Elle agite désormais en permanence la menace de la disparition, des « Juifs à la mer », de la destruction d'Israël. Elle exige des Palestiniens et des autres Etats de la région la reconnaissance préalable du caractère juif de l'Etat. Elle exige (avec Lieberman) que les Palestiniens d'Israël reconnaissent la légitimité du sionisme, faute de quoi ils seront déchus de leur nationalité et expulsés. Elle essaie de détourner l'attention vers l'Iran dont le dirigeant s'est publiquement prononcé pour la destruction de « l'entité sioniste » et elle essaie d'obtenir un consensus international pour une attaque préventive contre l'Iran comme il y a eu une attaque préventive (basé sur un mensonge d'une incroyable grossièreté) contre l'Irak.

La clarté qui manque

Dans les rangs de celles et ceux qui défendent les droits du peuple palestinien, on ne rencontre pas toujours la clarté.

Il n'y a qu'une seule façon de régler cette guerre, c'est d'en revenir au droit. L'occupation, le nettoyage ethnique, l'interdiction faite aux réfugiés de revenir chez eux, les discriminations, les assassinats, les emprisonnements massifs sont des crimes. Au départ, il y a un crime fondateur, celui de 1948 et toute paix juste commencera par la reconnaissance de la Naqba. Toute négociation devra porter sur les moyens de « réparer » ce crime.

Aujourd'hui 5 millions et demi de Juifs Israéliens vivent dans la région. Comme dit l'historien Shlomo Sand, un enfant

né d'un viol a aussi le droit à l'existence. Donc, il faut le dire sans détour. Les Israéliens resteront. Ils ne « retourneront » pas dans les pays de leurs ancêtres ou n'émigreront que marginalement. De toute façon, les pays arabes dont certains sont originaires n'en veulent pas spécialement et le yiddishland a disparu. Mais les Israéliens resteront dans une situation de totale égalité (politique, économique, égalité de droits) avec les Palestiniens. Sinon, la paix est impossible. Le démantèlement de toutes les colonies et de tous les check points, la destruction du mur, le droit au retour des réfugiés et la libération de tous les prisonniers sont des préalables à cette égalité.

Si les Juifs israéliens resteront, « l'Etat juif » doit disparaître. Le droit international ne reconnaît que les Etats de tous leurs citoyens. Définir un Etat sur une base « raciale », ethnique, nationale ou religieuse est discriminatoire et les Israéliens ont fait la démonstration sanglante du caractère discriminatoire de l'Etat juif vis-à-vis des Palestiniens. Il existe parmi les anticolonialistes israéliens des partisans de deux Etats (Shlomo Sand, Uri Avnery) mais ils expliquent bien qu'en aucun cas Israël ne pourra se définir comme Etat juif. Pour Sand, Etat juif et démocratique, c'est un oxymore. Pour les partisans d'un seul Etat, les choses sont plus simples : l'égalité des droits, la fin du colonialisme, la citoyenneté, la laïcité sont évidentes. Rappelons qu'en Afrique du Sud, les Blancs ont pu rester en conservant leur statut de « peuple fondateur » et leurs énormes avantages économiques, mais qu'il y a eu pour en arriver là deux obligations : en finir avec l'Apartheid reconnu comme crime et garantir l'unité du pays. Donc, qu'il y ait un ou deux Etats, le projet sioniste de créer, puis de maintenir un Etat défini comme juif est un obstacle à la paix.

Il faut contrer en permanence la propagande israélienne qui assimile la critique radicale de l'Etat juif à de l'antisémitisme. Être antiraciste, ce n'est pas instaurer un nouveau ghetto, une séparation, une théorisation de l'impossibilité du « vivre ensemble ». Faire croire que la « sécurité » des Juifs est liée à l'existence d'un Etat qui serait le leur à l'exclusion de tous les autres relève du même type de pensée qu'un Le Pen dont le slogan « Les Français d'abord » théorise l'inégalité des droits et la séparation. Au contraire ce sont le sionisme, l'existence d'un Etat qui se dit juif et la politique israélienne qui mettent en danger gravement les Juifs en les sommant d'être complices des crimes perpétrés, faute de quoi ils seront considérés comme traîtres.

Israël est-il un Etat raciste ?

Ce qui vient de se passer à Genève dans le cadre du processus improprement appelé « Durban II » était annoncé depuis des années. Bien sûr, à Genève, beaucoup de délégués du Tiers-Monde n'ont pas été abusés par le « show » des partisans d'Israël. Mais on doit tristement constater que les propagandistes israéliens ont obtenu le soutien inconditionnel de l'Europe et des Etats-Unis en passant une fois de plus pour des victimes, ce qui, quelques mois après le carnage de Gaza, est quand même un peu fort. Et le texte qui est sorti sur le racisme passe totalement sous silence celui qui sévit contre les Palestiniens.

Oui, Israël est un pays raciste.

Il l'est déjà à l'égard des seuls qui jouissent de la citoyenneté : les Juifs. Faut-il rappeler le sort des Falachas venus d'Ethiopie ou celui des Juifs Indiens considérés comme hérétiques et qui vivent quasiment tous sous le seuil de pauvreté ? Entre 1950 et 1962, plus d'un million de Juifs du monde arabe ont émigré en Israël. Avant le sionisme, ils n'avaient jamais été persécutés. Coupés de leur histoire, de leurs racines, de leur culture, de leur langue, ils se sont retrouvés sans passé, sans présent et sans avenir. Israël s'est fabriqué grâce à eux un prolétariat. Aux révoltes des années 50, ont succédé une grande colère et une frustration qui expliquent leur basculement partiel vers la droite raciste ou le courant national-religieux.

Vis-à-vis des Palestiniens d'Israël, les discriminations sont écrites dans la loi. Dans le Monde Diplomatique de mai 2009, Dominique Vidal et Joseph Algazy montrent, chiffres à l'appui, l'incroyable écart de revenus entre Juifs et Palestiniens d'Israël. Ceux-ci subissent un nombre important d'interdits professionnels. Ils ne possèdent que 3% de la terre alors qu'ils forment 20% de la population.

Le pire scandale, c'est celui des Bédouins du Néguev. 60 ans après la création de l'Etat d'Israël, les 3/4 d'entre eux vivent dans des villages non reconnus, bidonvilles en plein désert sans eau, sans électricité, sans route. Dès qu'ils construisent en dur, l'armée vient détruire leur maison. Joseph Algazy rappelle l'assassinat de l'un des leurs qui avait commis le crime de venir se baigner à la plage d'Ashkelon. Les assassins n'ont pas été plus punis que les auteurs des pogroms antipalestiniens de Nazareth de Saint-Jean d'Acre. Dans un Etat juif, tuer un Arabe n'est pas forcément un crime.

Vis-à-vis des Palestiniens des territoires occupés, le terme d'Apartheid décrit complètement la réalité. Pour un colon qu'il soit « banlieusard » ou colon « idéologique », la vie est simple. Le Mur et les routes de contournement permettent d'aller en quelques minutes à Jérusalem ou Tel-Aviv. Les ressources écologiques sont pillées. Tout est fait pour oublier qu'on est là en ayant chassé les autochtones. Pour les Palestiniens, le Mur et les check points sont un casse-tête permanent. L'économie réelle a été en grande partie détruite. La majorité de la population survit avec des revenus très aléatoires, parfois venus de la diaspora palestinienne.

À Gaza, la propagande raciste israélienne a contribué à « déshumaniser » la population. Elle a abouti au permis de tuer et à l'ampleur du dernier massacre. Il ne s'agissait pas d'une guerre puisqu'il n'y avait pas d'armée en face, mais d'un massacre délibéré, d'une punition collective.

Dans un très beau texte qui date du 22 avril, Brahim Senouci a recensé des dizaines de déclarations d'un racisme ignoble faites par des dirigeants israéliens depuis un siècle. Citons-en quelques-unes : Ben Gourion en 1937 : « nous devons expulser les Arabes et prendre leur place ». Barak en 2000 : « les Palestiniens sont comme des crocodiles. Plus vous leur donnez de la viande, plus ils en veulent ». Nétanyahou, il y a 20 ans : « Israël aurait dû exploiter la répression des manifestations en Chine ... pour mettre à exécution des expulsions massives parmi les Arabes du territoire ».

Imaginons qu'un dirigeant palestinien ait dit le centième de ces horreurs. La propagande israélienne sur le thème : « vous voyez, ils veulent nous détruire » aurait été immédiate.

À Genève, Israël aurait donc dû être nommément condamné comme Etat raciste. Mais dans le cadre d'une conférence internationale, qui avait la légitimité pour le faire ? Sûrement pas Ahmadinedjad. Il est à la tête d'un Etat théocratique qui ignore le droit, en tout cas celui des femmes, des homosexuel-le-s, des Bahaïs, des non croyants ... et pratique la pendaison à grande échelle. Et puis, face aux négationnistes israéliens qui nient la Naqba et les droits des Palestiniens, il s'est fait le complice d'autres négationnistes comme Faurisson invité à un curieux colloque à Téhéran.

À Genève, les occidentaux, ceux-là mêmes qui enferment les immigrés dans des centres de rétention ou essaient de les repousser à leurs frontières, ceux-là mêmes qui déroulent le tapis rouge devant le fasciste Lieberman ont donc pu jouer au démocrate outragé : « Israël, Etat raciste ? Vous n'y pensez pas, ce sont des démocrates comme nous, pas des barbares ! »

Il y a encore un sacré travail idéologique à mener.

Pierre Stambul
Mai 2009